

Transparence et collégialité

Lucas LEVREL

Candidature à la présidence de l'UPEC, 3 octobre 2025

Chères et chers membres du Conseil d'administration de l'UPEC,

L'élection qui est sur le point de se tenir est très particulière. Le mandat que vous allez délivrer ne durera que 9 mois, jusqu'au renouvellement des conseils centraux en juin 2026. Si ce contexte ne permet pas d'échafauder des projets à long terme, il est en revanche idéal pour changer les pratiques et remettre la démocratie universitaire sur ses bases avant ces élections.

C'est dans ce but que j'ai l'honneur de présenter ma candidature à la présidence.

Je suis maître de conférences en physique, enseignant à l'Inspé, membre du laboratoire ICMPE où mes recherches portent sur les propriétés des alliages métalliques. Au sortir de mon doctorat en 2006, j'ai intégré l'IUFM, donc l'UPEC, et ne les ai plus quittées. Un enseignant-chercheur comme un autre, mais qui, dès le début, a dû affronter les écueils externes (réformes de la formation des enseignants) et internes (sape de mon laboratoire par sa tutelle de l'époque). Au sein de ma composante, j'ai côtoyé des publics d'étudiant·e·s extrêmement variés et des collègues — enseignants et Biatss — de tous les statuts. Depuis près de 20 ans je circule entre cours à Saint-Denis et labo à Créteil et Thiais, depuis près de 10 ans je participe à la vie des conseils de l'UPEC : je peux dire que je connais bien notre université. Enfin, enseignant à Saint-Denis, je sais aussi ce que « conditions de travail » signifie.

Mon engagement pour notre université est connu de vous tous. Après avoir contribué, à ma modeste échelle, à l'abandon du projet de fusion-dissolution en 2016, je me suis engagé comme élu dans plusieurs instances à l'occasion des élections 2018. Membre actif de la Commission Recherche et de sa commission d'évaluation, assidu au Conseil académique dont j'ai aussi intégré les sections disciplinaires, le tout jusqu'en 2022, j'ai également siégé au Conseil d'administration de la ComUE Paris Est de 2018 à 2020. Enfin, comme vous le savez, je suis élu du CA de l'UPEC depuis 2022.

C'est dans ces différents cadres que j'ai eu l'occasion de rencontrer la plupart d'entre vous. Je pense pouvoir affirmer qu'on me reconnaîtra au moins deux qualités dans mes engagements : l'assiduité (quand j'accepte un mandat, ce n'est pas à moitié) et la connaissance des dossiers (quand

on me demande de me prononcer sur une question, je la travaille). Ces deux qualités — conditions minimales me semble-t-il pour l'exercice d'une présidence, mais qui ne sont pas toujours remplies... — je m'engage à les mettre entièrement au service de l'intérêt de tous dans notre université, laquelle est hélas bien mal en point.

Car en vérité, en dépit de la réfection de la dalle, c'est d'une université véritablement sinistrée que la prochaine présidence va hériter : opacité des décisions, inconstance dans le projet, contournement des procédures démocratiques, improvisation et bricolages, faits du prince, ont produit le résultat que nous connaissons et qu'il faut bien regarder en face :

Une UPEC exsangue, au bord du gouffre financier depuis 3 ans, déclassée en une mandature et demi, soumise dans l'opacité aux « idées » très chères de cabinets de conseil hors de tout contrôle. Gel des postes oblige, elle ne renouvelle plus ses forces, ne parvient plus à maîtriser le turn-over du personnel administratif, et vient de perdre sans broncher les financements de Pulse et des deux EUR obtenues il y a 4 ans. Une UPEC dont le budget 2022 fut qualifié d'« insincère » par la Cour des comptes et dont les finances ont été mises sous tutelle rectorale. Une UPEC condamnée deux fois par le Tribunal administratif pour sa mise en place de « primes d'intéressement », et montrée du doigt par la presse pour ses manquements à l'éthique et sa porosité aux intrusions d'intérêts privés dans l'espace public, dans les affaires Thalès et Galileo...

Face à ce naufrage, je propose un changement de cap dans les pratiques afin de remettre le navire UPEC dans la course. Le respect de la démocratie universitaire, l'instauration d'une gestion transparente et un projet véritablement collectif duquel les personnels et les étudiants seront partie prenante sont les conditions minimales de notre redressement. C'est ce que je vous propose de mettre en œuvre en vue des élections de juin.

Quelques pistes concrètes de mon programme pour ces 9 mois

- La transparence implique d'auditer la situation budgétaire de l'UPEC, son schéma immobilier et les choix passés et actuels dans la quête de ressources propres. Car entamer une réflexion stratégique suppose de comprendre l'arrêt brutal de plusieurs projets, d'anticiper le tarissement probable des aides à l'apprentissage. Car le risque pour l'UPEC est la relégation en collège universitaire pour la plupart des formations, hormis un ou deux domaines dits « d'excellence ».
- L'audit doit aussi porter sur les apports concrets d'Aurora ou d'Erasmus à la dynamique de formation et de recherche, ainsi que leurs effets sur la politique RH. Car le recours massif aux agents contractuels (passés de 28 à 45 % des Biatss entre 2018 et 2024), inhérent à ces financements, implique une rotation permanente de personnels y compris des cadres, donc une perte de compétences et un gâchis d'énergie collective.
- Ces audits doivent aussi armer le débat alors que le calendrier des expérimentations réouvert par le gouvernement va faire pression sur la transformation de l'UPEC en Établissement public expérimental (EPEX). Nul mandat n'autorise à s'y engager avant les élections des conseils centraux de juin 2026.

Je m'engage solennellement :

- à refuser de transformer notre université en EPEX, structure dont le seul intérêt est de liquider la démocratie universitaire, et par suite les libertés académiques, ce débat devant être tranché par des élections générales;
- nationalement à me faire le porte-parole de l'UPEC (étudiant·es, personnels enseignants et administratifs) auprès de France Universités et de la DGESIP, et non l'inverse...;
- localement à arbitrer entre les composantes en fonction de leurs besoins et non de leurs moyens de pression, dans le cadre des campagnes d'emploi ou des appels à projets, et ce dans le contexte de restrictions budgétaires;
- à ouvrir un débat collectif sur le bilan et les perspectives de la recherche à l'UPEC au regard du projet lancé à grand renfort de communication il y a 6 ans par le président sortant, compte-tenu des pertes récentes des EUR et de Pulse;
- à garantir aux étudiants et aux personnels la liberté d'expression dans l'enceinte de l'UPEC, liberté indissociable de l'esprit de recherche, et l'un des fondements de l'Université, trop souvent remis en cause ces derniers temps;
- à lancer dans les mois qui viennent une vaste consultation des étudiants, avec l'aide de leurs organisations et de la VP étudiante, afin de construire un projet qui réponde à leurs attentes;
- à étudier toutes les possibilités financières pour mettre fin à la politique de gel des postes, qui entrave le dynamisme de l'UPEC;
- à consulter les organisations syndicales afin de tenter de répondre enfin aux demandes les plus criantes des personnels de notre université. L'équipe politique inclura des agents Biatss au côté des enseignants et chercheurs.

Comme je l'ai déjà dit, le mandat que je sollicite n'est pas celui des grands projets, c'est la course d'élán nécessaire pour faire repartir l'UPEC sur des bases saines en 2026.

L'Université publique dans son ensemble, c'est-à-dire nous tous, quelles que soient nos positions politiques ou syndicales, doit affronter des enjeux majeurs face auxquels elle devra prendre toute la mesure de son rôle historique : confrontés aux attaques tous azimuts contre la science et contre la vérité, contre l'intérêt public, il nous faudra être unis et irréprochables dans nos méthodes et nos pratiques.

Voulons-nous faire simplement « gérer » une fin de mandat dont les pratiques se prolongeront alors naturellement ensuite? Je propose au contraire de profiter de l'intermède pour infléchir le scénario et porter à la présidence les valeurs qui nous animent, avec l'aide de celles et ceux qui

y adhèrent. Vous saurez juger les candidat·e·s à l'aune de leurs pratiques, de leur constance... ou non, et de leur entourage!

Mon appel au redressement s'adresse autant aux élus de la majorité qu'à ceux de l'opposition dont je fais partie : relisez les promesses de la profession de foi de Jean-Luc Dubois-Randé aux élections de 2022... Qu'en reste-t-il?

Le président Dubois-Randé ayant atteint la limite d'âge à un an de la fin de son mandat (ce que tout le monde savait depuis le début), une page se tourne. Vous avez désormais le choix entre deux chemins : « on continue sur la même voie en attendant avec fatalisme qu'à nouveau, le doyen de médecine prenne la suite » ou bien « on change de cap en se dotant d'une équipe d'union, ouverte, mais fondée sur des bases morales et démocratiques ». C'est pour ma part cette dernière voie que je vous propose de suivre.

Votre bien dévoué,
Lucas LEVREL